NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES
SPECIALES ET DE LA DECOLONISATION
(QUATRIÈME COMMISSION)
7e séance
tenue le
mardi 18 octobre 1994
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 7e SEANCE

Président : M. HUDYMA (Ukraine)

SOMMAIRE

POINT 75 DE L'ORDRE DU JOUR : EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

POINT 74 DE L'ORDRE DU JOUR : PROTECTION ET SECURITE DES PETITS ETATS

POINT 85 DE L'ORDRE DU JOUR : SCIENCE ET PAIX

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTION DE LA COMPOSITION DES ORGANES PERTINENTS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

QUESTIONS DIVERSES

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.4/49/SR.7
15 mai 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

94-81642 (F)

/...

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINT 75 DE L'ORDRE DU JOUR : EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS (A/49/46; A/C.4/49/L.2)

1. Le PRESIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants contenu dans le document A/49/46.

2. M. GUILLEN (Pérou), présentant le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR), dit que dans ce rapport, le Comité fait le bilan des conclusions de deux annexes scientifiques intitulées l'une "Etudes épidémiologiques de la radiocarcinogénèse" et l'autre "Réaction d'adaptation des cellules et organismes à l'irradiation", et donne des renseignements succincts sur les travaux qu'il a consacrés à l'étude des effets des rayonnements ionisants sur l'environnement. Il soumet aussi à l'examen de la Quatrième Commission le projet de résolution A/C.4/49/L.2 et exprime l'espoir qu'il sera adopté par consensus, comme les années précédentes.

3. M. KONIK (Pologne) dit que depuis sa création en 1955 l'UNSCEAR a rédigé des rapports qui ont servi de documents de référence aux scientifiques du monde entier et de base à des normes internationales et nationales de radioprotection. La délégation polonaise félicite le Comité scientifique de son apport utile à l'élargissement des connaissances concernant les niveaux, les effets et les risques des rayonnements ionisants, se félicite des résultats obtenus par le Comité et de sa collaboration fructueuse avec d'autres organes internationaux, dont le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale du Travail, l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Commission internationale de protection radiologique, et souligne qu'il doit développer encore cette coopération. La Pologne fait partie des auteurs du projet de résolution sur les effets des rayonnements ionisants et espère que celui-ci sera adopté par consensus.

4. M. KONG Deyong (Chine) dit que les effets des rayonnements ionisants sont étroitement liés à la santé de l'être humain ainsi qu'aux questions d'environnement et de développement qui préoccupent aujourd'hui gravement la communauté internationale.

5. Le Gouvernement chinois, qui attache une grande importance à l'environnement et au développement, a adopté en 1994 et publié un programme "Action 21 pour la Chine", document stratégique important qui vise à accélérer le développement économique et, en même temps, à stimuler le progrès social et qui traite aussi d'un aspect important de la question, la prévention des risques que les déchets radioactifs font peser sur l'environnement et la santé humaine. Les travaux du Comité scientifique seront utiles pour l'application de ce document. Le Gouvernement chinois est comme toujours prêt à les appuyer et il espère que le Comité scientifique, avec l'appui de tous les Etats Membres, contribuera fortement à protéger tous les Etats contre les rayonnements ionisants.

/...

6. M. CHAUDHRY (Pakistan) dit que les Etats sont davantage disposés à échanger des informations et à coopérer au maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi qu'à l'élévation de leur niveau de bien-être économique. Ces efforts devraient viser non seulement à réduire le plus possible les risques, mais aussi à promouvoir les applications pacifiques de la technologie nucléaire pour le bien commun de toute l'humanité.

7. Le Pakistan approuve le moratoire actuel sur les essais nucléaires et appuie en conséquence les efforts visant la conclusion rapide d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Les Etats doivent manifestement aussi conclure des accords régionaux d'interdiction des essais nucléaires. Le Pakistan a présenté un certain nombre de propositions concrètes visant l'instauration d'un régime de non-prolifération en Asie du Sud et est ouvert à un dialogue constructif dans ce sens.

8. La délégation pakistanaise met en garde contre l'application de restrictions discriminatoires, inévitables et sélectives au transfert de technologie d'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Les pays développés ont l'obligation d'accorder l'assistance la plus large possible aux pays en développement pour les aider à mettre l'énergie nucléaire à des fins pacifiques au service des besoins sociaux et économiques de leurs peuples. Tout aussi important est l'échange de technologie et d'information garantissant la sûreté nucléaire, y compris la fourniture de pièces de rechange pour les installations nucléaires construites grâce à cette coopération. Le Pakistan comprend et partage le souci de la communauté internationale de veiller à la non-prolifération nucléaire. Néanmoins, les exigences de l'entretien et du respect de normes de sécurité acceptables exigent une approche pragmatique plus équilibrée, équitable et profitable à toutes les parties. Dans ce contexte, la délégation pakistanaise apprécie les efforts déployés par l'AIEA pour assurer l'échange d'information concernant la sûreté nucléaire et est convaincue que le respect de normes de sécurité adéquates dans les installations nucléaires du monde entier est de l'intérêt de tous les pays.

9. En conclusion, M. Chaudhry fait observer que le Pakistan s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.4/49/L.2.

10. M. KYRYCHENKO (Ukraine) dit que sa délégation considère très importante l'inscription du point intitulé "Effets des rayonnements ionisants" à l'ordre du jour de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale. Les conséquences graves de la catastrophe de Tchernobyl et la nécessité de développer la coopération internationale pour lutter contre elles expliquent l'urgence de cette question.

11. La santé de la population qui a souffert des conséquences de l'accident est une cause de préoccupation particulière actuellement. En raison des affections causées par cet accident, plus de 20 000 personnes ont été reconnues invalides. Dans le même temps, l'Ukraine, qui est en train de réformer son économie, manque de matériel diagnostique et médical et de médicaments pour assurer pleinement le suivi médical et génétique des personnes touchées par l'accident et leur fournir des soins médicaux spécialisés.

12. Dans la région isolée de la centrale nucléaire de Tchernobyl se posent toute une série de problèmes, dus entre autres à l'enfouissement des déchets radioactifs, à l'état du barrage supérieur sur le Prypiat et au danger réel de contamination du Dniepr. La délégation ukrainienne fait aussi observer qu'après la désintégration de l'URSS, c'est à l'Ukraine qu'a incombé l'essentiel de la tâche consistant à faire de l'installation d'Ukrytie un système écologiquement sûr. Se fondant sur les conclusions relatives à l'état de cette centrale des participants à un colloque international consacré à la sûreté d'Ukrytie en 1994, ainsi que sur les avis de spécialistes, M. Kyrychenko dit que son pays a les priorités suivantes : construction de la tranche Ukrytie-2, solution des questions liées à la sûreté de la centrale de Tchernobyl, développement de la puissance d'autres centrales nucléaires et fermeture de celle de Tchernobyl; et transformation de la zone de 30 kilomètres autour de Tchernobyl en une zone écologiquement sûre.

13. La délégation ukrainienne exprime sa gratitude à la Commission de l'Union européenne qui finance la mise au point de la base technico-économique du projet visant à stabiliser la centrale d'Ukrytie et à construire au-dessus la centrale d'Ukrytie-2. L'Ukraine apprécie hautement l'attention accordée aux problèmes de Tchernobyl par l'Organisation des Nations Unies, des organisations internationales et des organes gouvernementaux. La communauté internationale accorde à l'Ukraine une assistance véritablement inestimable et, pour cette raison, les résultats de la recherche scientifique consacrée aux effets des rayonnements sur l'homme et sur l'environnement devraient servir les intérêts de l'humanité tout entière. Actuellement, 70 projets sont mis en oeuvre en Ukraine par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne ainsi que sur une base bilatérale. De l'avis de la délégation ukrainienne, il est indispensable d'assurer une coordination précise et un financement en fonction des priorités des projets qui aident concrètement le plus les populations touchées. A ce sujet, M. Kyrychenko exprime l'espoir que le Coordonnateur des Nations Unies pour la coopération internationale pour Tchernobyl prendra les mesures nécessaires dans ce sens.

14. La délégation ukrainienne considère que les activités de l'UNSCEAR sont indispensables et utiles en ce qui concerne la diffusion des connaissances sur les niveaux, les effets et les dangers des rayonnements ionisants et appelle à défendre le principe de l'indépendance scientifique du Comité. Dans le même temps, elle estime que l'UNSCEAR n'accomplit pas un travail suffisant de collecte et d'examen des informations concernant les rayonnements nucléaires et ionisants et l'analyse de leurs effets sur l'homme et sur l'environnement.

15. La délégation ukrainienne appuie la proposition faite par la République du Bélarus pour que se tienne en 1996, à Minsk, sous les auspices de l'UNSCEAR, une conférence scientifique internationale qui coïnciderait avec le dixième anniversaire de l'accident de Tchernobyl. En conclusion, M. Kyrychenko fait observer que les problèmes posés par Tchernobyl persisteront pendant des décennies et des siècles et que la communauté mondiale devra déployer à l'avenir des efforts beaucoup plus vastes pour les surmonter.

16. M. HELLBECK (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne ainsi que de l'Autriche, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède, fait observer qu'il a demandé à l'UNSCEAR de jouer un rôle de plus en plus important d'information,

/...

mais aussi d'éducation et de protection de la communauté mondiale face à l'utilisation beaucoup plus répandue, depuis quelques années, des sources artificielles de rayonnements ionisants dans divers domaines et se déclare très satisfait du douzième rapport (A/49/46) de l'UNSCEAR et, en particulier, de ses conclusions sur les résultats des études épidémiologiques de la radiocarcinogénèse et des réactions d'adaptation des cellules et des organismes aux rayonnements.

17. L'Union européenne, l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède se félicitent des progrès accomplis par le Comité scientifique au cours de la période considérée et accordent une grande importance à sa coopération efficace avec divers programmes, organisations et institutions. Le perfectionnement des sciences et des techniques ainsi que des applications des sources de rayonnements ionisants nécessite de renforcer la coopération et la coordination des recherches conduites dans ce domaine.

18. M. VERDIER (Argentine) dit que son pays accorde une grande importance au point examiné. Ce grand intérêt a trouvé une expression concrète dans le rejet, par de nombreux groupes écologiques, des études faites en Argentine au sujet de la création éventuelle d'une installation d'entreposage des déchets nucléaires. L'Argentine partage les préoccupations inspirées à la communauté internationale par l'explosion récente d'un dispositif nucléaire en République populaire de Chine. Cet essai pourrait avoir des incidences sur le moratoire déclaré par les autres puissances nucléaires et retentir négativement sur le climat international actuel, favorable à des négociations concernant un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

19. Les arrangements nucléaires bilatéraux entre le Brésil et l'Argentine et l'accord entre ces deux pays et l'Agence internationale de l'énergie atomique ont favorisé la pleine entrée en vigueur du Traité de Tlatelolco, et l'adhésion de l'Argentine aux principes directeurs concernant l'exportation de matières à double usage, adoptés par le Groupe des Etats fournisseurs dans le domaine nucléaire, témoigne éloquemment du caractère exclusivement pacifique du plan brésilo-argentin d'utilisation de l'énergie nucléaire. L'Argentine suit attentivement les travaux de l'UNSCEAR auxquels elle participe depuis 1955 et se déclare très satisfaite du rapport du Comité. De même que par le passé, elle fait partie des coauteurs du projet de résolution pertinent soumis à la Commission sous la cote A/C.4/49/L.2 et invite instamment les autres délégations à l'adopter par consensus.

20. M. TASCHEREAU (Canada) dit que son pays appuie pleinement les travaux de l'UNSCEAR et continuera à jouer un rôle actif au sein de ce Comité. Pour élaborer ses propres règlements, le Canada a tiré parti très utilement des évaluations de données faites par le Comité et invite instamment celui-ci à poursuivre ces activités extrêmement importantes. C'est pour cette raison que le Canada a décidé de figurer parmi les coauteurs du projet de résolution relatif à cette question. Il prend note avec satisfaction du respect et de la gratitude internationale que l'UNSCEAR s'est acquis par la qualité de son travail.

21. Le PRESIDENT dit que la Finlande s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.4/49/L.2.

/...

POINT 74 DE L'ORDRE DU JOUR : PROTECTION ET SECURITE DES PETITS ETATS (A/49/353)

22. M. ZAKI (Maldives) rappelle à l'attention de la Commission le rapport du Secrétaire général sur la protection et la sécurité des petits Etats (A/49/353). Sa délégation souligne l'intérêt de ce rapport qui conclut qu'il est d'une importance capitale de créer un environnement de nature à assurer une aide aux petits Etats et à servir de point de départ pour préserver leur sécurité. Cette question, d'une importance internationale, est liée aux buts et aux objectifs de la Charte des Nations Unies et aux inquiétudes des petits Etats comme les Maldives, qui ne possèdent pas les moyens de se défendre eux-mêmes contre des mesures extérieures ou toute forme d'agression, qu'elles soient le fait de mercenaires, de terroristes ou de groupes criminels organisés liés au trafic de stupéfiants. Depuis quelques années, le sujet examiné par la Commission est devenu de plus en plus sérieux, particulièrement en raison de la facilité avec laquelle il est possible de se procurer des armes sur les marchés internationaux et de la multiplication des graves conflits internes et transfrontières dans de nombreux pays du monde. Actuellement, la communauté internationale constate une tendance croissante au règlement des conflits par le recours à la force, à la multiplication effrénée des actes de terrorisme et au développement encore plus marqué que jamais des activités organisées des criminels liés au trafic des drogues.

23. La Charte donne à l'Organisation des Nations Unies les moyens de maintenir la sécurité collective. Il ne fait pas de doute que la volonté politique des Etats Membres, en particulier de ceux qui sont membres permanents du Conseil de sécurité, doit constituer la force motrice de tout arrangement qui pourrait être défini conformément à la Charte et sur une base universelle.

24. Des travaux dans ce sens ont déjà été accomplis et se poursuivent actuellement. On peut citer à ce sujet la résolution 43/78 H du 7 décembre 1988 de l'Assemblée générale, qui vise à renforcer la paix et la sécurité internationales. En outre, la reprise de l'idée d'un renforcement et d'un élargissement des liens entre les arrangements et les organisations au niveau régional dans le cadre du système des Nations Unies a été très encourageante pour l'élaboration de mesures de confiance. Le développement et l'accroissement de l'efficacité du Conseil de sécurité seront d'une importance fondamentale pour l'examen de la question de la protection et de la sécurité des petits Etats.

25. De même que beaucoup d'autres petits Etats, les Maldives ont placé leur confiance dans l'Organisation des Nations Unies en tant que garante de leur souveraineté, de leur indépendance et de leur intégrité territoriale. Les Maldives ont une amère expérience dont le coût a été élevé. C'est la raison pour laquelle elles considèrent très important d'appeler l'attention de la communauté internationale sur leur pénible sort. En même temps, elles restent convaincues que les principes, les buts et les tâches de l'Organisation des Nations Unies constituent une base adéquate pour les actions qui pourraient être menées. Les Maldives ont pris des mesures pour que le point examiné soit inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale en 1989 et, avec l'aide d'un certain nombre d'autres Etats Membres, ont poursuivi leurs efforts en 1991. L'Assemblée générale a adopté deux résolutions à ce sujet : la résolution 44/51 du 8 décembre 1989 et la résolution 46/43 du 9 décembre 1991. Ces deux résolutions ont pris note d'un certain nombre d'éléments saillants relatifs à

/...

l'examen du point de l'ordre du jour. Avant tout, les petits Etats sont particulièrement vulnérables aux menaces extérieures, aux actes d'agression et aux ingérences dans leurs affaires intérieures. Deuxièmement, la protection et la sécurité des petits Etats sont liées à la question générale de la paix et de la sécurité internationales. Troisièmement, les petits Etats ont des besoins particuliers dans l'exercice de leur droit inhérent à garantir et maintenir leur souveraineté, leur indépendance et leur intégrité territoriale. Quatrièmement, les mercenaires, les terroristes et les criminels dont les activités sont liées à la drogue ainsi que leurs organisations peuvent constituer de réels dangers pour les petits Etats.

26. M. HURST (Antigua-et-Barbuda), parlant au nom des 12 Etats membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que le Commonwealth britannique a entrepris une étude de la vulnérabilité des 19 petits Etats qui en sont membres et que CARICOM attache une grande importance à cette initiative. Le représentant d'Antigua-et-Barbuda, au nom de CARICOM, félicite les Maldives d'avoir soumis cette question à l'Organisation des Nations Unies et de l'avoir portée à l'attention de la communauté internationale. La délégation d'Antigua-et-Barbuda voudrait axer particulièrement le débat sur les attaques extérieures et les ingérences dans les affaires intérieures des petits Etats.

27. On ne peut manquer de reconnaître qu'il importe de protéger les petits Etats contre les bandits, les mercenaires, les trafiquants de drogues et autres criminels qui forgent des plans pour affaiblir l'autorité légitime. En outre, la possibilité de conflits relatifs à des différends frontaliers ne peut pas être totalement exclue. Huit des 12 Etats membres de CARICOM ont constitué un système de sécurité régional dans le cadre duquel ils ont uni leurs moyens militaires limités afin d'assurer leur sécurité collective. Reconnaissant qu'aucun Etat membre de CARICOM ne peut repousser seul des menaces contre son intégrité territoriale, ces Etats agissent en se fondant sur le principe de l'autodéfense collective. Ils estiment cependant nécessaire de déployer des efforts pour instaurer des mécanismes qui pourraient s'étendre à plusieurs sous-régions ou avoir comme point de départ des associations solides non régionales. Ces Etats sont conscients aussi qu'une coopération régionale plus large pourrait avoir lieu sous l'égide de l'ONU. Les pays membres de CARICOM ont pris connaissance avec intérêt des vues que le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a exposées à l'Assemblée générale au cours du débat général et dans lesquelles il a proposé la création d'une équipe spéciale permanente capable de se déployer rapidement en cas d'urgence. La Jamaïque avait fait une proposition analogue trois ans auparavant et les 12 pays membres de CARICOM la renouvellent aujourd'hui.

28. M. CHOR (Singapour) dit que, bien que la situation des petits Etats se soit sensiblement améliorée depuis la fin de la guerre froide, certains pays qui étaient auparavant dans l'orbite d'intérêt des superpuissances avaient perdu l'appui de leurs anciens protecteurs et étaient désormais contraints de résoudre eux-mêmes leurs problèmes.

29. Peu après la fin de la guerre froide, la crise du Golfe avait éclaté, due à l'invasion par un Etat étranger d'un petit Etat, le Koweït, Membre de l'Organisation des Nations Unies. Heureusement, la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies avaient rapidement relevé ce défi. Ce faisant,

/...

elles avaient clairement fait comprendre aux superpuissances régionales potentielles qu'aucune politique de conquête de territoire n'était tolérée. Il n'était cependant pas certain qu'une telle action collective se répète à l'avenir en cas de violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'autres petits Etats.

30. Les préoccupations des petits Etats étaient liées aussi à leur incapacité fréquente à mobiliser suffisamment de ressources pour repousser les menaces extérieures. En outre, les petits Etats n'étaient généralement pas en mesure de faire face seuls aux conséquences des catastrophes naturelles. De plus, les menaces contre les petits Etats pouvaient revêtir des formes plus subtiles, par exemple celle de pressions économiques. De nombreux petits Etats étaient aussi pris comme cibles par les terroristes internationaux et les organisations criminelles, les cartels d'armes et de drogue et les groupes armés, qui poursuivaient leurs fins propres. A ce sujet, M. Chor rappelle l'invasion des Maldives en 1988 par un petit groupe d'individus armés, qui étaient presque parvenus à conquérir le pays.

31. Les petits Etats peuvent prendre des mesures indépendantes pour renforcer leur sécurité. Ils doivent être continuellement vigilants et prévoyants pour commettre le moins possible d'erreurs et porter leurs avantages à leur maximum. Tous les Etats doivent s'efforcer d'organiser comme il convient leur propre défense. De même, ils doivent établir des plans d'intervention en cas de catastrophe naturelle. C'est ainsi qu'à Singapour a été constituée progressivement une milice civile dont sont membres près de 4 % de la population et qui participe aux mesures d'urgence, par exemple à la lutte contre le feu et aux secours en cas d'accidents graves.

32. M. Chor accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (A/49/353), dans lequel l'instauration d'un environnement de nature à servir de point de départ à la protection de la sécurité des petits Etats a été considérée comme d'une importance capitale. Singapour bénéficie d'un tel environnement en raison de son appartenance à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). L'expérience de l'ANASE dans ce domaine est particulièrement utile. Les pays de l'Asie du Sud-Est, y compris Singapour, ont aussi signé le Traité d'amitié et ont participé au Forum régional de l'ANASE.

33. Les petits Etats ont besoin de l'Organisation des Nations Unies, où ils peuvent mobiliser un appui international et demander une assistance. Actuellement, il leur faut rappeler aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité qu'il est indispensable de faire appliquer la Charte des Nations Unies et les résolutions de façon suivie, afin qu'en cas d'agression la réaction de l'Organisation soit la même que lors de l'invasion du Koweït. A ce sujet, il est dans l'intérêt des petits Etats, et cela a souvent été leur seule garantie, que l'Organisation des Nations Unies soit forte et efficace et défende constamment les règles du droit international. Quant à eux, les petits Etats ont l'obligation de jouer un rôle actif et constructif dans l'Organisation dans son ensemble.

34. La sécurité des petits Etats n'est pas seulement d'ordre militaire ou politique. Un aspect tout aussi important consiste dans l'aide qui doit être accordée aux petits Etats pour qu'ils deviennent économiquement indépendants, ce

/...

qui ne peut se faire sans le développement économique. A ce sujet, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions compétentes ont un rôle important à jouer pour veiller à ce qu'il soit tenu dûment compte des besoins et des préoccupations propres aux petits Etats dans les domaines du commerce et du développement. La fourniture d'une telle assistance aux petits Etats représenterait un investissement à long terme dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

35. M. ERDENECHULUUN (Mongolie) dit que son pays, comme de nombreux autres petits Etats, identifie sa sécurité avec l'activité de l'Organisation des Nations Unies, qui est le premier garant de son indépendance et de son développement pacifique. Dans ce contexte, une attention accrue est accordée aux débats en cours concernant la réforme du Conseil de sécurité. Du point de vue de son pays, il est indispensable de trouver les moyens d'accroître l'efficacité des travaux du Conseil en y faisant participer un nombre accru de petits Etats.

36. Les activités de l'Organisation des Nations Unies au cours des dernières années écoulées permettent de conclure qu'il est indispensable de perfectionner et de renforcer les mécanismes de réaction aux situations de conflit. La diplomatie préventive et les opérations de maintien de la paix sont de plus en plus importantes pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales car, comme l'a montré le Secrétaire général, elles permettent d'obtenir une efficacité maximale avec la plus grande économie de moyens. Cependant, à côté de l'Organisation des Nations Unies, les arrangements et les organismes régionaux représentent aussi un potentiel qu'il est indispensable de mettre au service de la diplomatie préventive et des opérations de maintien de la paix. A ce sujet, la Mongolie accorde un grand prix aux efforts déployés par l'ANASE pour encourager le dialogue politique et les consultations dans la région de l'Asie et du Pacifique en prenant l'initiative de la création du Forum régional de l'ANASE, dont la première session, tenue à Bangkok en juillet 1994, a décidé de mettre en place un certain nombre de mesures pratiques de confiance dans la région. La Mongolie partage pleinement les vues selon lesquelles le succès de programmes régionaux de coopération et d'intégration peut renforcer les garanties de sécurité et stimuler le développement économique et le progrès social des petits Etats et des pays vulnérables sur le plan économique.

37. Bien que peu d'entre eux comptent parmi les pays les plus pauvres de la planète, les petits Etats ont tous des difficultés économiques graves. En général, leur niveau de revenu et leur taux d'épargne sont faibles, ils manquent de personnel qualifié et, à quelques exceptions près, de ressources naturelles. Leur population peu nombreuse limite la taille de leur marché intérieur, augmente le coût de production et celui des services et gêne le développement économique. En outre, les transports et les communications sont difficiles et coûteux. De ce fait, ces Etats dépendent lourdement de l'assistance financière et technique étrangère et des marchés extérieurs. La menace constante que ces puissantes forces économiques extérieures font peser sur l'indépendance, la stabilité et le progrès économiques est à la racine de la plupart des problèmes de sécurité des petits Etats. Il ne faut pas oublier cependant que l'existence de ressources naturelles peut être aussi une cause de vulnérabilité, comme cela a été le cas au Koweït. A côté des menaces économiques et militaires, les facteurs écologiques, les déséquilibres démographiques et ethniques, le trafic

/...

de drogues, etc., peuvent faire peser des dangers sur les petits Etats. Ces aspects non militaires de la sécurité des petits Etats devraient faire l'objet d'une coopération internationale large et effective.

38. Dans le monde interdépendant actuel, l'éloignement géographique d'un Etat ne garantit pas sa sécurité. Les problèmes qui surgissent dans une région peuvent avoir des répercussions à l'autre bout du monde. L'ordre international dépendant de la stabilité et de la sécurité des petits Etats, il est de l'intérêt de tous les Etats que des garanties appropriées existent. C'est la raison pour laquelle une importance capitale est accordée par tous au point de l'ordre du jour actuellement examiné, et il est important de s'en souvenir dans le processus de restructuration et de revitalisation des travaux de l'Organisation, particulièrement dans le contexte du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, du Groupe de travail à participation non limitée sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et de la suite à donner au rapport intitulé "Agenda pour la paix". En tant que coauteur du projet de résolution sur ce point, la délégation mongole espère qu'elle sera adoptée par consensus.

39. M. AL-OTAIBI (Koweït) dit que, malgré l'atmosphère de détente des relations internationales, les petits Etats conservent au sujet de leur sécurité des craintes qui minent leurs espoirs de progrès social et économique.

40. Le Koweït est un petit Etat qui poursuit une politique de paix et n'a jamais formulé et ne formulera jamais de revendication territoriale contre un autre Etat. Son seul désir est de vivre dans la paix et la sécurité, dans une atmosphère de confiance et de bonne volonté, et de maintenir des relations fondées sur le respect mutuel, la communauté d'intérêts, le bon voisinage et un respect universel des principes de la Charte des Nations Unies et des règles du droit international régissant les relations entre Etats. C'est pour cette raison que le Koweït a pu établir avec la plupart des Etats du monde des relations amicales dont la solidité a été démontrée lors de son occupation par l'Iraq en 1990, lorsque de nombreux Etats du monde entier sont venus à son secours et ont défendu sa juste cause.

41. Le représentant du Koweït fait observer que, pendant de nombreuses années, la situation dans la région du Golfe est restée instable, que la sécurité des Etats de la région a été menacée et que leurs espoirs de stabilité sont restés fragiles. La raison en était la politique du régime iraquien et sa conduite agressive. Les violations des résolutions du Conseil de sécurité par le régime iraquien constituent des tentatives de miner à la fois la sécurité et l'indépendance du Koweït et de l'ensemble des Etats de la région, et aussi la sécurité internationale. Rappelant la concentration récente de forces iraqiennes à la frontière entre l'Iraq et le Koweït, M. Al-Otaibi dit qu'elle prouve le danger que représente le régime iraquien qui continue ouvertement à violer les règles du droit international, les dispositions des résolutions du Conseil de sécurité relatives à ses actes d'agression, ainsi que les conditions du cessez-le-feu énoncées dans la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, qui a été acceptée sans réserve par l'Iraq.

/...

42. Le représentant du Koweït exprime la gratitude de son pays aux Etats qui se sont ralliés à lui ainsi qu'aux autres Etats et aux organisations régionales qui ont émis des regrets au sujet de provocations et d'actes irresponsables de ce genre. La délégation koweïtienne félicite le Conseil de sécurité d'avoir réagi efficacement aux menaces de l'Iraq et, à ce sujet, fait référence à la déclaration de son Président en date du 10 octobre 1994 et à la résolution 949 (1994) du Conseil de sécurité. L'attitude ferme adoptée par le Conseil de sécurité au sujet de la sécurité, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Koweït constitue une approche à la diplomatie préventive qui mérite l'approbation et une preuve du respect intégral du principe de la sécurité collective, ainsi qu'une manifestation frappante des buts et des principes des Nations Unies. A ce sujet, la délégation koweïtienne exprime la gratitude du peuple et du Gouvernement koweïtien aux membres du Conseil de sécurité.

43. Se fondant sur le rapport du Secrétaire général relatif à la protection et à la sécurité des petits Etats, M. Al-Otaibi remercie le Secrétaire général des efforts qu'il n'a cessé de déployer pour maintenir la paix et la sécurité internationales. La délégation koweïtienne appuie les vues exprimées dans le rapport selon lesquelles, l'ordre international pouvant être miné par l'instabilité et le manque de sécurité des petits Etats, il est de l'intérêt général de protéger la sécurité de ceux-ci.

44. En conclusion, la délégation koweïtienne appuie le projet de résolution présenté par les Maldives et se joint à ses auteurs.

45. M. HELLBECK (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne ainsi que de l'Autriche, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède, exprime l'espoir que le projet de résolution soumis sera adopté sans vote, suivant la pratique des années antérieures. Comme ils l'ont déclaré aux quarante-quatrième et quarante-sixième sessions de l'Assemblée générale, l'Union européenne et ses Etats membres adhèrent strictement au principe de souveraineté et d'intégrité territoriale de tous les Etats, quelle que soit leur taille, ainsi qu'aux autres principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Tous ces principes s'appliquent également à tous les Etats. Le strict respect des règles du droit international constitue la meilleure garantie du respect et du renforcement de la sécurité de tous les Etats, quelle que soit leur taille.

46. L'Organisation des Nations Unies est le mécanisme reconnu de maintien de la paix et de la sécurité internationales. En conséquence, le mieux pour servir les intérêts des petits Etats est de faire en sorte que les textes et les procédures de l'Organisation soient appliqués efficacement. Néanmoins, les questions de sécurité actuelles nécessitent aussi une coopération plus large au niveau régional qui réduirait sensiblement la tâche confiée à l'Organisation des Nations Unies par le Chapitre VIII de la Charte.

47. M. MUTAYA (Malaisie) dit que la principale tâche de l'ONU est le maintien de la paix et de la sécurité internationales et que le fondement de la sécurité internationale demeure le respect sans condition, par tous les Etats, de tous les principes énoncés dans la Charte, y compris les principes d'égalité souveraine, de non-ingérence et de règlement pacifique des différends internationaux.

/...

48. Le respect fidèle de toutes les obligations qui découlent de la Charte est essentiel au maintien de la paix et de la sécurité. Malheureusement, dans la pratique, ces principes sont parfois violés, ce qui suscite un certain sentiment d'insécurité, particulièrement chez les petits Etats. En raison de leur vulnérabilité inhérente aux menaces et aux actes d'ingérence, les petits Etats ont besoin d'une attention et d'un appui particuliers. Consciente de cette situation, la Malaisie, elle-même petit Etat, fait partie des auteurs de la résolution 46/431 du 9 décembre 1991 de l'Assemblée générale.

49. La délégation malaisienne souscrit à l'observation faite par le Secrétaire général dans son rapport (A/49/353), selon laquelle il importe de "créer un environnement de nature à servir de point de départ pour préserver" la sécurité des petits Etats. A ce sujet, l'ONU joue un rôle capital en favorisant l'application de mesures de confiance.

50. Les organisations régionales ont elles aussi un rôle à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et il convient de tirer parti de toutes leurs possibilités dans ce domaine. Sur la base d'un tel mécanisme, il serait possible de constituer un puissant réseau d'organisations gouvernementales et non gouvernementales qui appuient les efforts de l'ONU. Le dialogue et la coopération à l'échelon régional non seulement serviraient le progrès social et économique des parties mais accroîtraient aussi leur sens de la sécurité. C'est le principe qui a conduit à la constitution en 1967 de l'ANASE, dont les activités ont contribué fortement à renforcer la stabilité et la sécurité non seulement de ses membres, mais aussi de l'ensemble de la région.

51. Les petits Etats ont aussi un rôle à jouer pour garantir leur propre sécurité. Néanmoins, pour que les gouvernements appliquent des stratégies et des mesures concrètes, il importe que l'environnement leur soit favorable. A cet égard, la communauté internationale doit apporter son aide à la création dans les petits Etats d'économies solides propices au progrès social et économique.

52. La délégation malaisienne appuie sans réserve l'idée maîtresse du projet de résolution proposé par les Maldives, relative à l'importance d'un respect complet et inconditionnel de tous les principes de la Charte par tous les Etats. En tant que défenseur résolu de l'initiative des petits Etats et coauteur du projet de résolution, la Malaisie invite instamment les membres de la Commission à adopter celle-ci par consensus.

53. M. KANAKARATNE (Sri Lanka) dit que sa délégation tient à féliciter le Secrétaire général des mesures qu'il a prises en application des résolutions 44/51 du 8 décembre 1989 et 46/43 du 9 décembre 1991 de l'Assemblée générale et à le remercier des informations et des observations utiles qu'il a fournies dans ses rapports (A/46/339 et A/49/353) pour aider la Commission dans ses délibérations. La délégation sri-lankaise juge aussi particulièrement utile la réponse par laquelle le Gouvernement maldivien a expliqué pleinement le 14 décembre 1992 pourquoi les petits Etats se tournaient vers l'ONU pour leur protection et leur sécurité.

54. En séance plénière à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale, le représentant de Sri Lanka avait déclaré que la sécurité et le développement

/...

des petits Etats comme le sien dépendaient largement de l'Organisation des Nations Unies et qu'il était indispensable que tous les Etats Membres adhèrent aux principes du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, du respect mutuel et de l'égalité, du règlement pacifique des différends et de la coexistence pacifique. C'est la raison pour laquelle Sri Lanka avait appuyé l'initiative des Maldives concernant l'inscription du point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et compte parmi les auteurs du projet de résolution soumis au titre de ce point.

55. La division du monde en deux camps et la rivalité dans les relations internationales appartiennent désormais au passé, mais les craintes que nourrissent les petits Etats au sujet de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale, loin d'avoir été atténuées, sont au contraire avivées. Dans le passé récent, de petits Etats ont été victimes d'attaques armées de la part d'Etats plus puissants, et aussi de mercenaires et de terroristes armés. Trop souvent, ces situations menacent la paix et la sécurité non seulement dans la région concernée, mais aussi plus largement. A ce sujet, il est indispensable que l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité créent des mécanismes propres à empêcher de telles situations, de sorte que ces Etats Membres puissent efficacement protéger leur souveraineté et leur intégrité territoriale. Pour résoudre les problèmes liés au maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité doit partir du principe que les petits Etats sont les plus exposés aux menaces extérieures et aux ingérences dans leurs affaires intérieures.

56. Nul n'ignore que les petits Etats qui veulent fonder leur souveraineté sur des bases économiques solides sont inévitablement désavantagés lorsqu'ils doivent constituer et entretenir des forces armées adéquates, car il sont obligés de mobiliser pour leur défense les ressources financières et humaines qui sont indispensables à la stabilisation de leurs économies. En raison de cette situation particulière, les petits Etats ne sont pas en mesure de se doter des moyens militaires qui leur permettraient de repousser les agressions extérieures ou les ingérences et, pour cette raison, leur sécurité dépend d'abord du respect par tous les Etats Membres des principes de la Charte des Nations Unies et, ensuite, de la volonté et de la capacité des Etats Membres de venir au secours des petits Etats victimes de violations de ces principes par d'autres Etats.

57. En outre, les faiblesses inhérentes à leur structure socio-économique font des petits Etats la cible des ambitions, notamment territoriales, d'autres Etats. Les économies des petits Etats dépendant de deux ou plusieurs produits primaires, les agressions extérieures les exposent à des crises économiques graves.

58. La question de savoir quelles mesures pourraient être prises par la communauté internationale pour garantir la sécurité des petits Etats est inévitable. Dans son rapport, le Secrétaire général a rappelé les principes directeurs pour l'élaboration de mesures de confiance qui ont été approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/78 H du 7 décembre 1988. Tout en approuvant l'une des mesures de confiance qui prévoit la poursuite de solutions régionales aux problèmes régionaux, M. Kanakarathne rappelle l'agression récente commise contre un petit Etat par un autre Etat de la même région. A ce sujet,

/...

l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité pourraient examiner la possibilité de créer un mécanisme d'action préventive qui permettrait aux petits Etats de signaler les menaces potentielles qu'un autre Etat ferait peser sur leur souveraineté. Sans minimiser l'importance des mécanismes de sécurité régionale envisagés par la Charte, M. Kanakarathne rappelle, comme l'expérience récente l'a montré, que les actes d'agression sont souvent commis pour une raison ou pour une autre par des Etats plus puissants à l'intérieur de leur propre région. Dans ce cas, la communauté internationale doit agir rapidement et de façon concertée pour protéger les petits Etats victimes de l'agression.

59. Il est difficile dans la pratique de définir la notion de "petit Etat". Certes deux critères manifestes, la taille du territoire et la taille de la population, peuvent faire qu'un Etat est petit, mais on peut dire aussi qu'est petit l'Etat qui a des moyens de défense très limités. Une grande partie des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ne possèdent pas de ressources suffisantes pour résister à des actes d'agression ou à des menaces contre leur sécurité et dépendent donc d'arrangements externes appropriés. Sri Lanka est fermement convaincu que l'apparition de nombreux Etats souverains indépendants nés de la décolonisation impose à la communauté internationale, entre autres tâches fondamentales, de protéger les petits Etats et de garantir leur sécurité. A ce sujet, il demande une fois de plus aux Nations Unies de prendre des mesures spéciales pour aider les petits Etats à protéger leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur sécurité. Si tous les Etats Membres s'attachaient à respecter sans condition les principes de la Charte des Nations Unies, de telles mesures ne seraient pas nécessaires mais, tant que cela n'est pas le cas, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale doivent prendre les mesures voulues pour que les petits Etats puissent autant que les autres profiter des avantages qui résultent pour eux de la paix et de la sécurité universelles tant attendues depuis si longtemps.

60. M. McKINNON (Nouvelle-Zélande) dit que, pour son pays comme pour tous les petits Etats, l'Organisation des Nations Unies revêt une grande importance, en particulier en tant que garantie de la sécurité collective. L'efficacité de la Charte des Nations Unies dépend en grande partie de la confiance des petits Etats dans l'efficacité des dispositions de la Charte relatives à la sécurité collective. Le critère le plus important pour évaluer les arrangements de sécurité de l'ONU n'est pas la commodité supplémentaire qu'ils donnent aux grands et puissants Etats, mais le niveau de protection dont ils font bénéficier les petits Etats faibles. Assurer la protection et la sécurité des petits Etats n'est pas une tâche qui vient se surajouter aux autres mais constitue l'essence des buts et des principes de l'Organisation.

61. Actuellement, sont Membres de l'Organisation nombre de petits Etats qui ont de plus en plus conscience de leurs intérêts communs et de l'utilité d'une action de défense collective. Des groupes tels que le Forum des petits Etats et l'Alliance des petits Etats insulaires ont prouvé leur utilité. Le premier accorde une grande importance au principe de la représentation équitable des Etats dans les divers organes de l'ONU et le deuxième a beaucoup contribué aux préparatifs et à la réunion de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires, qui a eu lieu à la Barbade en 1994.

/...

62. Les petits Etats ont directement intérêt à ce que la transparence et la responsabilité règnent à tous les niveaux dans l'Organisation. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne le Conseil de sécurité. Ses décisions doivent autant que possible refléter les vues de tous les Etats Membres et les réformes qui favorisent cet objectif devraient bénéficier d'un très large appui de la part des petits Etats. La question de l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité est aussi importante. La majorité des petits Etats n'ont aucun intérêt à accroître le nombre des membres du Conseil au profit uniquement des grands et puissants Etats. Il n'est pas non plus utile de créer de nouvelles catégories d'Etats ayant des privilèges propres. Etant donné la composition actuelle de l'ONU et le nombre de sièges qu'il est question d'ajouter au Conseil, il est manifeste que la majorité des petits Etats continueront d'en être rarement membres.

63. En conclusion, M. McKinnon remercie le Secrétaire général de son rapport sur la protection et la sécurité des petits Etats et félicite la délégation des Maldives d'avoir présenté le projet de résolution examiné, dont la Nouvelle-Zélande est l'un des auteurs. L'Assemblée ayant examiné la question au titre d'un point distinct de l'ordre du jour, une nette économie de temps a pu être faite. Il est cependant tout aussi important que cette question reste au centre de l'attention de l'Organisation et l'adoption du projet de résolution y contribuera.

64. M. LEUNG (Fidji) dit que Fidji est l'un des auteurs du projet de résolution présenté par le représentant des Maldives et s'associe aux observations faites par les délégations qui ont pris la parole à l'appui du projet. Fidji est un petit pays insulaire dont la position géographique isolée offre d'amples possibilités aux activités criminelles. La sécurité de Fidji peut être menacée de l'extérieur par le trafic international des drogues, le blanchiment de l'argent ou les mouvements transfrontières de déchets dangereux à travers ses eaux nationales. Les petits Etats ont habituellement des caractéristiques géographiques, sociales et économiques communes qui démultiplient ces menaces et les empêchent de répondre aussi rapidement et efficacement qu'il le faudrait aux problèmes qui surgissent à ce sujet.

65. La délégation de Fidji préconise l'élaboration d'un programme d'action énonçant des mesures concrètes qui pourraient être prises aux niveaux régional et international, entre autres dans le contexte de mesures de confiance : Fidji serait favorable à ce que le Secrétaire général poursuive ses efforts en vue de l'adoption de mesures à long terme appropriées. A ce sujet, M. Leung se félicite de ce que l'Assemblée générale ait accordé le statut d'observateur au Forum du Pacifique Sud, car un lien sera ainsi établi entre les petits Etats et l'ONU.

66. Le projet de résolution soumis à la Commission rappelle à la communauté internationale que les problèmes des petits Etats doivent être traités de façon continue et la délégation de Fidji espère que le système international, dont la configuration a changé avec la fin de la guerre froide, tiendra dûment compte des intérêts des petits Etats. Ceux-ci, parce qu'ils ne disposent pas de moyens indépendants de se défendre contre les menaces dirigées contre leur sécurité, ne peuvent compter que sur l'assistance des Nations Unies.

/...

67. A la veille du cinquantième anniversaire de l'Organisation, le moment est venu de réévaluer les moyens par lesquels celle-ci pourrait résoudre les problèmes de sécurité des petits Etats et mieux répondre à leurs besoins futurs en matière de développement. M. Leung espère en conclusion que le projet de résolution sera adopté par consensus.

68. M. CHANDRA CHALISE (Népal) dit que la délégation népalaise appuie pleinement l'observation faite par le Secrétaire général dans son rapport (A/49/353) au sujet de l'importance capitale d'un environnement de nature à servir de point de départ pour préserver la sécurité des petits Etats. Cette question est d'autant plus importante que les petits Etats sont par essence vulnérables en cas de menaces politiques, sociales, économiques et culturelles. Le renforcement des fonctions de prévention du Conseil de sécurité et de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble leur permettrait de mieux réagir à ces menaces. Le Népal est fermement convaincu que les relations internationales doivent reposer sur les principes du respect de l'intégrité territoriale, de l'égalité souveraine, du règlement pacifique des différends et du développement de la coopération internationale.

69. L'Organisation des Nations Unies ne peut être efficace qu'avec la confiance de tous les Etats, grands et petits. Les petits Etats sont majoritaires à l'ONU; ils ont tout particulièrement confiance en l'Organisation et, manquant de moyens pour repousser les menaces contre leur sécurité, la considèrent comme l'ultime garant de celle-ci. La délégation népalaise souscrit pleinement à l'idée selon laquelle, pour protéger la sécurité des petits Etats, le mieux est de renforcer l'efficacité de l'ONU et particulièrement du Conseil de sécurité, et elle a appuyé une nouvelle fois le projet de résolution présenté par le représentant des Maldives et dont elle est l'un des auteurs.

70. On ne saurait trop souligner l'importance du lien indissoluble entre la paix et le développement. De nombreux petits Etats doivent surmonter des obstacles qui résultent de leur position géographique difficile, d'un isolement séculaire, d'une base de ressources limitée et d'une infrastructure faible. L'extrême pauvreté, des catastrophes naturelles récurrentes et, dernièrement, la montée des tensions ethniques et sociales minent la paix et la stabilité des petits Etats et menacent leur démocratisation naissante. Selon la délégation népalaise, la démocratisation doit être complétée par une coopération économique internationale accrue visant à améliorer les conditions de vie sociales et économiques qui constituent le fondement de la démocratie, de la liberté et de la stabilité des petits Etats.

71. M. LAING (Belize) dit que la délégation bélizienne fait siennes les vues exposées auparavant à la réunion par le représentant d'Antigua-et-Barbuda au nom des pays de la Communauté des Caraïbes. Selon le Belize, les menaces contre la sécurité des petits Etats sont doubles. Premièrement, il y a les menaces internes, liées au recours ou à la menace de recours illégal à la force par des adversaires de l'ordre public. En droit international, ces mesures sont généralement considérées comme d'ordre interne, même lorsqu'elles impliquent la participation de mercenaires ou une autre assistance externe. Tout aussi graves sont les menaces liées à la distribution de drogues et d'autres substances nocives. Les petits Etats étant incapables eux-mêmes d'assurer les mécanismes de défense nécessaires, M. Laing invite instamment l'ONU à développer son

/...

assistance par l'intermédiaire de ses organes qui s'occupent de la lutte contre les stupéfiants.

72. Une autre menace interne résulte de la violence et du mépris de la loi que les médias, en particulier la télévision, enseignent aux jeunes. La plupart des petits Etats n'ont pas les moyens suffisants pour lutter contre ces influences, par exemple en diffusant leurs propres émissions de télévision. Là aussi, l'assistance de l'ONU est nécessaire, en particulier l'adoption par l'Assemblée générale de résolutions appropriées concernant la circulation transnationale des produits de la technologie de l'information qui encouragent la violence et ont une influence négative sur les conceptions des jeunes.

73. La deuxième catégorie de problèmes de sécurité correspond aux menaces uniquement externes - exercées par un Etat directement sur un autre. Il ne fait pas de doute que les règles générales du droit international s'appliquent aussi bien aux petits qu'aux grands Etats, mais les recours généralement admis ne sont guère utiles aux premiers. L'adoption des mesures suivantes doit être envisagée : élaboration plus poussée et créatrice de la notion de diplomatie préventive, mesures de confiance et autres modalités examinées dans l'Agenda pour la paix, volet sécuritaire plus important dans la coopération d'Etats ou de groupes d'Etats avec leurs anciennes métropoles, par exemple dans le cadre du Commonwealth, participation des petits Etats aux activités de maintien de la paix de l'ONU et création de mécanismes transrégionaux et sous-régionaux tels que le Forum de l'ANASE et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

POINT 85 DE L'ORDRE DU JOUR : SCIENCE ET PAIX

74. Aucun document n'ayant été publié sur ce point, le PRESIDENT propose que son examen soit reporté à la séance suivante.

75. Il en est ainsi décidé.

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTION DE LA COMPOSITION DES ORGANES PERTINENTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

76. Le PRESIDENT suggère que la Commission reporte l'examen de ce point à la cinquantième session de l'Assemblée générale.

77. Il en est ainsi décidé.

78. Le PRESIDENT dit que le Comité a ainsi conclu son examen du point 86 de l'ordre du jour.

79. Il suggère que conformément à la pratique établie la Commission prie le Rapporteur de soumettre directement à l'Assemblée générale des rapports sur les points dont elle a achevé l'examen.

80. Il en est ainsi décidé.

/...

QUESTIONS DIVERSES

81. Le PRESIDENT rappelle à l'attention de la Commission le document A/C.4/49/7 qui contient une lettre adressée au Président de la Commission par le Président de l'Assemblée générale et suggérant que les Etats Membres présentent par écrit, pour qu'elles soient transmises à la Cinquième Commission, leurs vues sur le rapport du Secrétaire général relatif à la restructuration du Secrétariat (A/49/336) soumis au titre du point 105 de l'ordre du jour intitulé "Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies".

La séance est levée à 12 h 50.